

LE 29 SEPTEMBRE en GRÈVE et MANIFESTATION POUR NOS SALAIRES !



La préoccupation majeure pour les salarié.es depuis des mois et plus particulièrement en cette rentrée est la question des salaires.

Il y a de l'indécence :

- dans les montants des bénéfices que les entreprises européennes du secteur de l'énergie se sont mis dans les poches, à savoir 200 milliards supplémentaires en 2022 (source : agence internationale de l'énergie)
- que les grosses entreprises du CAC 40 aient réalisé plus de 163 milliards de profits pendant la pandémie grâce aux aides publiques
- dans la suppression de milliers d'emplois par ces mêmes entreprises, dans le versement de dividendes à leurs actionnaires et tout cela sans vergogne. Une honte !

Dans le même temps les prix à la consommation ne cessent d'augmenter et l'inflation flambe (déjà actuellement à 5,9% elle est annoncée par l'INSEE à 6,6% pour décembre). Le pouvoir d'achat des salarié.es en général, comme des privé.es d'emploi, des jeunes et des retraité.es diminue lui dangereusement et génère toujours plus de pauvreté et de précarité.

Pour les personnels de la fonction publique, les revalorisations de la valeur du point d'indice et des pensions sont notoirement insuffisantes ! Et que dire, pour certaines catégories de personnels des annonces gouvernementales :

- pour les enseignant-es, c'est "travailler plus, pour espérer plus, pas avant fin 2023" ! Une veille rengaine !
- pour les AESH, c'est "attendez" !
- pour les personnels contractuel.les du MASA, "c'est à venir" : 2023 ? 2024 ? Aux calendes grecques !

Concernant les pensions, le gouvernement affirme qu'il doit prendre des mesures urgentes sur les retraites, même « brutalement n'excluant pas l'utilisation du 49,3, un passage sans vote ! Pour cela le gouvernement met en avant l'existence de "déficits" alors que toutes les Organisations syndicales ont démontré que ce n'était absolument pas ce que mettait en avant le dernier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites. La présentation des déficits tient beaucoup aux normes comptables retenues, que les évolutions de la part des dépenses de retraites dans le PIB restent tout à fait contrôlées (ce qui n'est déjà pas une bonne chose si on songe à l'augmentation de la part des retraité.es dans la population) et que c'est la baisse des recettes, via notamment les nombreuses exonérations de cotisations, qu'il faut remettre en cause. Au contraire, il faut revaloriser les pensions, restaurer le niveau de vie des retraités, re-mettre l'indexation des pensions, et enfin créer des droits nouveaux comme la prise en compte des années d'études, la cessation progressive d'activité à rétablir, l'amélioration de la retraite des femmes par le rétablissement de droits pour les femmes fonctionnaires ... et décider des financements en regard de ces objectifs.

**L'AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES ET DES PENSIONS SANS DÉLAI, C'EST VITAL !
L'EGALITE PROFESSIONNELLE ET SALARIALE C'EST MAINTENANT !**

Le Jeudi 29 septembre, appel national interprofessionnel, avec la CGT Agri, le SNETAP FSU, le SNUITAM FSU, SUD Rural et Territoires, les organisations de jeunesse, pour l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux. Il est plus que temps de sortir de la politique de la prime et de faire contribuer le capital !

**MOBILISONS NOUS, EN GRÈVE et
MANIFESTONS MASSIVEMENT DANS LA RUE**